

## [Gilets jaunes : la dérangeante odeur du pauvre.](http://www.vududroit.com/2018/11/gilets-jaunes-derangeante-odeur-pauvre/)

Source: <http://www.vududroit.com/2018/11/gilets-jaunes-derangeante-odeur-pauvre/>

20 novembre 2018 / Ambroise de Rancourt

Ces gilets jaunes. Tout ce bruit pour quelques litres d'essence et de gazole. Alors même que la planète court à la catastrophe environnementale, tous gyrophares dehors, sirènes hurlantes. Et d'ailleurs, est-ce qu'ils sont si malheureux, si pauvres que ça ? Tous ces beaufs de sortie, qui exposent sans honte leur crasse et leurs caprices sur nos ronds-points, ont-ils vraiment de quoi se plaindre ? Ne cacheraient-ils pas, dans le secret de leurs pavillons flambant neufs, de coupables écrans plats, de honteux 4x4 et, en cherchant bien, des billets dans leurs matelas ?

Honte de cette nouvelle pauvreté qui défile dans l'espace public. Un peu de pudeur, les ploucs ! Surtout : pas de scandale. Ne faites pas honte à la Nation, avec vos pneus brûlés et vos sales gueules. Dans le Nouveau Monde, on marche, ou on crève. Et en silence. De la dignité : la planète vous regarde ! Et ce n'est pas avec vos revendications puantes et vos caprices de sales gosses trop gâtés que vous nous ferez regagner la confiance de l'Allemagne. Vous savez combien ils gagnent, en Bulgarie ? Vous ne voyez donc pas que vous gênez, avec vos sales comportements ?

### **Mondialisation heureuse : les gagnants et les perdants**

Passionnant révélateur des fractures françaises, fascinant témoignage du divorce entre gagnants et perdants de la mondialisation, lumineuse illustration *in concreto* des travaux des Christophe Guilluy et Gérard Bronner qui nous expliquent, dans le sillage d'économistes aussi avertis que le sont Thomas Piketty ou, mieux encore, Michel Aglietta, la vérité suivante : les classes moyennes sont en train de mourir sous nos yeux. Et il n'y a aucune raison pour qu'elles le fassent dans le silence, sans réaction d'orgueil. Car si la notion de *classes moyennes*, les "deux Français sur trois" dont parlait déjà Giscard, rimait dans les Trente Glorieuses avec celle de progrès social, un progrès prenant la forme d'un attelage nouveau et salutaire, impliquant non seulement les ouvriers et les paysans, mais également les petits patrons et les cadres moyens, ce terme est aujourd'hui porteur d'une dimension nouvelle : celle des espèces en voie de disparition. Les classes moyennes, en réalité, sont mortes économiquement avec ce qu'Aglietta appelle le *capitalisme contractuel*, c'est-à-dire un système économique organisant les rapports de forces collectifs en bonne intelligence, par la négociation collective, sous le contrôle de la puissance publique. Un capitalisme dont l'acte de décès remonte, selon le même Aglietta, aux années 1970-1980, alors que la division internationale du travail et ses délocalisations massives réduisaient à néant la capacité de négociation d'ouvriers occidentaux devenus soudainement trop chers, trop exigeants, trop gâtés. On ne peut comprendre la désertification des *territoires*, comme disent pompeusement certains responsables nationaux, si on ne l'éclaire pas à la lumière de la désindustrialisation. Car en même temps que disparaissaient les usines, s'évanouissaient d'importantes rentrées fiscales pour l'Etat, mais aussi des commerces, dont les ouvriers comme les patrons étaient les clients ; puis ce fut le tour des services publics. C'est ce dangereux jeu de dominos, que n'ont pas voulu voir ces responsables claironnant fièrement, depuis vingt, trente ans, que la France pouvait, devait devenir un "pays sans usines" – alors même que les effets globaux de la désindustrialisation sur les espaces géographiques où elle a lieu sont documentés depuis de nombreuses années. Tragique inconséquence, criminelle lecture de la réalité sous le seul angle de l'optimisation à court terme des relations économiques, sans égards pour les conséquences à long terme de ces choix politiques désastreux. Pathétique faillite du politique, dont la lecture anticipée de ces jeux de billard à quatre ou cinq bandes est justement censée être la mission que lui confie le peuple par ses fragiles bulletins.

« *Rendez l'ISF d'abord ! Rendez l'ISF d'abord !* »

Dès lors, ceux qui restent dans cette France qui s'est vidée, dans ce qu'on nomme la *diagonale du vide* ou dans ses annexes, sont bien souvent ceux qui vivent une "sédentarité contrainte", concept lui aussi inventé par Guilluy. Et une part non négligeable de ces *sédentaires contraints* vit, comme elle peut, de boulots peu qualifiés, dont la voiture est l'outil lui aussi *obligatoire*. Faire ce constat, ce n'est pas être un militant obstiné de l'économie carbonée : c'est voir la réalité en face, et comprendre en quoi pour certains, vingt centimes de plus à payer sur un gazole dont l'Etat leur explique depuis trente ans, incitations fiscales à l'appui, qu'il est leur avenir, constituent une brutale iniquité lorsque le carburant fait partie de leurs dépenses contraintes. C'est un fait, net et précis, et c'est bien de cette équation impossible face à laquelle sont brutalement mis des millions de travailleurs que vient la colère dont nous sommes aujourd'hui les témoins. De quelle planète faut-il venir pour ne pas comprendre que la nécessaire transition énergétique ne pourra se faire qu'en développant *d'abord et avant toute chose* les alternatives à la voiture ? Dans quel monde vit-on pour ne pas voir qu'il est stupide, et même pervers, de fermer à tour de bras les petites lignes ferroviaires et les services publics de proximité un jour, et de priver le lendemain des citoyens du seul cordon ombilical qui les relie encore à leur travail et à la société : leur sale, si sale voiture roulant au diesel ? "*Nous voulons libérer les Français de leur dépendance au pétrole*", nous expliquait dimanche soir le Premier ministre. La dialectique de ce pouvoir commence à être bien connue : pour libérer un riche, ou lui rend de l'argent ; pour libérer un pauvre, on lui en prend. François Ruffin l'a bien compris, qui lançait il y a quelques jours dans l'hémicycle, rageur : « *Rendez l'ISF d'abord ! Rendez l'ISF d'abord !* » Comment ne pas comprendre la rage de ces oubliés de nos campagnes ? La honteuse suppression de l'ISF coûte en effet chaque année plus de quatre milliards à l'Etat, et la mise en place d'une *flat tax* sur le capital, près de cinq milliards en 2018 ! Neuf milliards rendus aux plus aisés, et trois milliards pris aux manants sur leur carburant. Concentrer les gains, mutualiser les pertes : depuis trente ans, l'antienne est bien connue. Mais là encore, peine perdue : car pour réaliser les colossaux investissements qui rendraient possible la nécessaire transition énergétique moins douloureuse pour les citoyens, il faut de l'argent, beaucoup d'argent : et la dette publique doit être réduite, à marche forcée. Et tant pis si l'épargne des Français n'a jamais été aussi élevée – 3'500 milliards nets en 2018, ne demandant qu'à être dirigée intelligemment vers ces dépenses d'avenir qui conditionnent tout autant la souveraineté énergétique de notre pays que la résorption de ses béantes fractures territoriales. Inventer de nouveaux financements des politiques publiques est une tâche harassante, qui demande de la créativité, alors qu'il est si facile d'utiliser les mêmes vieilles recettes : le rabet pour les services publics, la traite fiscale pour les autres ; et dans le logiciel d'Emmanuel Macron, ces *autres* ne sauraient être que les classes moyennes, avec les résultats désastreux que l'on observe aujourd'hui, indissociables du déficit de légitimité dont pâtit ce Président, peu ou pas désiré et, qu'on le veuille ou non, fort mal élu. Qu'il eût été facile, en vérité, de renforcer l'ISF et sa légitimité en le fléchissant intégralement vers des investissements énergétiques massifs ! Les redevables comme les citoyens : tout le monde y trouvait son compte. Mais prendre un radis au bourgeois, pour ce président-là, n'est pas pensable. Il faut, c'est vrai, *responsabiliser* le pauvre, et bien lui faire sentir qu'il doit se satisfaire des compensations, bien excessives, qu'on lui accorde déjà.

### **Quels débouchés politiques ?**

Alors, quels débouchés politiques espérer pour un mouvement de ce type, hétéroclite agrégat de colères sans autre réceptacle que le bitume ? Des candidats à la récupération – car récupération il devra y avoir, n'en déplaise aux adolescents attardés fascinés par le zadisme niais – se sont déjà manifestés : sous l'impulsion de François Ruffin, dont l'intelligence politique, éblouissante, n'est plus à démontrer. La France Insoumise (LFI) a rejoint, bon gré, mal gré, le mouvement ; Laurent Wauquiez, par l'intermédiaire de seconds couteaux comme Guillaume Peltier, a également tenté de prendre le train en marche – mais tout, dans cette droite périmée et usée jusqu'à l'os, sent tellement la vilaine indignation de circonstance, qu'il est permis de douter du succès de l'entreprise ; enfin, et aussi surprenant que cela puisse paraître, un Dupont-Aignan a pu trouver dans ce mouvement, avec un certain talent, le prétexte à un convaincant réquisitoire contre l'impasse dans laquelle ce

gouvernement, sur tous les plans, s'est engouffré depuis un an et demi. En réalité, et c'est ce qui lui donne un caractère si clivant, il souffle sur ce phénomène un tel vent de rejet des clivages politiques traditionnels, qu'on est tenté d'y voir le symétrique parfait du coup d'État du bloc bourgeois, pour reprendre l'expression du politologue Jérôme Sainte-Marie, qu'a constitué l'élection d'Emmanuel Macron il y a un an et demi. Comme si à l'union des gagnants devait aujourd'hui répondre une union des perdants ; et les perdants de cette mondialisation, les perdants des choix fiscaux de ce gouvernement, comme on l'a vu plus haut, sont connus : ces classes moyennes en voie de paupérisation, qui pourraient bien être en train de faire bloc avec celles qui ont déjà été franchement prolétarisées par les mutations économiques de ces dernières décennies. On ne le répètera jamais assez : la part de la rémunération du capital, depuis trente ans, a connu une explosion dans le monde entier, au détriment de celle du travail. Les Etats-Unis sont le modèle-même de cette évolution, et la France, péniblement, sous les huées d'organisations internationales (FMI, OCDE, Commission) consternées par cette absence de sens économique, a au contraire maintenu un niveau de redistribution et un taux de pauvreté plutôt équilibrés. Aussi caricatural que cela puisse paraître, et qu'on nous pardonne ce moment de chauvinisme : le génie français s'incarne souvent dans cette façon obstinée d'être à contre-courant de la folie de l'Histoire. Car nous savons, plus que tout autre peuple, et dans notre chair, que l'iniquité appelle la colère et suscite la violence. Nous n'avons pas tranché autant de têtes, il y a plus de deux cents ans, pour courber aujourd'hui l'échine devant les injonctions désincarnées d'une clique devenue plus sensible aux charmes de la vitrine internationale, quitte à renoncer à l'idée même de sa propre souveraineté, qu'aux cris de son propre peuple. Et cette obstination, ce refus français, dont Marcel Gauchet est sans doute le plus brillant analyste, semblent désormais plus insupportables, suscitent d'autant plus de haine aujourd'hui, que nous vivons dans un monde ayant fait du Progrès une religion dont les rapports du FMI seraient les Évangiles, et nos gouvernants les prêtres défroqués.

Car leur religion, à eux – et c'est sur cette distinction fondamentale entre intérêt privé et intérêt public, dont les institutions françaises sont marquées au fer rouge, que notre modèle politique est fondé – est censée être celle du bien commun et de l'intérêt général. Ce n'est pas une lapalissade : c'est un fait saillant, majeur, de la spécificité française. C'est cette spécificité qui explique, par exemple, le taux d'imposition particulièrement élevé de notre pays ; notre sécurité sociale ; nos politiques sociales ; notre politique de Défense ; notre droit administratif, qui est une curiosité aux yeux du monde anglo-saxon, dont la tradition veut que l'Etat soit l'égal du citoyen devant le Droit, à de rares exceptions près, alors que la France réserve un Droit et des juridictions spécifiques aux litiges auxquels l'Etat est partie. En d'autres termes, le consentement à l'impôt, en France, est d'autant plus sacré que notre société a fait le choix, depuis plusieurs siècles et non sans de sanglants remous, du mutualisme, de l'assurance collective, de la socialisation, phénomènes dont Alain Supiot est le grand penseur contemporain – en plus d'être probablement le plus grand penseur français vivant, tout court. Aujourd'hui, ce gouvernement est en train de saper ce consentement en accablant d'une fiscalité dite écologique ceux qui n'ont pas les moyens de la financer, tout en soulageant de l'autre main une infime minorité qui, à dire vrai, n'en demandait pas tant. Rien ne suscite plus de haine contre l'Etat à la française, cet Etat auquel plus de cinq cents ans d'histoire ont donné, dans l'imaginaire collectif national, le rôle de dernier rempart, de dernière personne sur qui l'on peut compter dans la tempête, rien ne détruit plus sa légitimité, que le sentiment de voir ses moyens détournés au profit d'intérêts et de buts privés : car on lui pardonne volontiers ses erreurs et ses excès de pouvoir si l'on conserve chevillée au corps la conviction de sa force et, par-dessus tout, de son intégrité. Or, c'est précisément cette conviction qui a été ébranlée par le pouvoir en place depuis un an et demi. On voudrait annihiler la légitimité de notre modèle social qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Alors même que ce modèle mutualiste est, avec ses égarements parfois, avec ses excès, avec sa naïveté et sa complexité – voilà des questions qui mériteraient d'être posées avec clarté – l'un des piliers de la conception française de la dignité humaine et de la citoyenneté.

## La fin de la honte ?

Alors, le peuple serait-il en train de se constituer en force politique ? Aurait-il enfin compris, après mille preuves données par ce gouvernement de sa vacuité et de sa parfaite pusillanimité quand il s'agissait d'affirmer l'intérêt national face à l'Allemagne ou aux Etats-Unis, et de son impitoyable obstination lorsqu'il faisait face à des adversaires plus faibles, aurait-il enfin compris qu'au bloc bourgeois ne pourrait répondre qu'un bloc populaire homogène ? Il est évidemment trop tôt pour répondre à cette question. Un sondage de BVA donne cependant quelques pistes : 78% des ouvriers et employés soutiendraient le mouvement, contre 46% des cadres ; dans les petites communes et communes rurales, 70% des personnes interrogées y sont également favorables. Depuis plusieurs jours, la débauche d'injures, les moues de dégoût et les crachats de ceux qui sont du bon côté de la barrière, ont été abondamment relatés, et on n'y reviendra pas ici. L'oligarchie, qu'elle soit parisienne ou non, d'ailleurs – ce clivage souvent facile et injuste mériterait d'être remis à sa juste place, c'est-à-dire à la marge – semble serrer les rangs, et c'est heureux. On l'a dit en introduction : de *Libé* aux *Echos*, en passant par *Slate* ou par *Le Monde*, tous ont en commun ceci : l'odeur du peuple les indispose salement. Si le petit peuple pouvait se contenter de fabriquer ses fromages AOP, de livrer sagement ses colis Amazon, et de faire manger ses repas à grand-maman, que l'on ira voir une fois par an, pour faire bonne mesure, dans son EHPAD de la Creuse, ce serait quand même préférable. Si le petit peuple pouvait se guérir de cette saleté d'addiction au pétrole, sans crier, sans trop gêner, le pays ne s'en porterait que mieux. S'il veut protester, qu'il le fasse sagement : par exemple, en allant voter aux Européennes pour la liste autorisée des contestataires raisonnables, validée par la caste, celle de Raphaël Glucksmann.

Nous sommes aujourd'hui contraints à l'espoir face à un mouvement dont personne ne sait exactement s'il sera un feu de paille, ou le début d'un *Cinque Stelle* à la française. Nous sommes forcés d'espérer que les intérêts égoïstes de cette masse de perdants, tous ces perdants – ils sont nombreux – convergeront pour former une ligne homogène, construite, radicale et alimentée par *des gens qui savent*, comme le dit Bardamu dans le *Voyage*, capables de les aiguiller avec humilité et bon sens dans leur démarche. Il y a beaucoup de gilets jaunes, dans ce pays, qui ont compris qu'ils n'avaient plus à avoir honte de leur incertitude économique permanente, de leur vieille bagnole, et de ces petites brimades que le réel leur inflige avec une violence croissante. Les perdants se sont levés. Soutenir leur bataille, les aider à lui donner la consistance qu'elle devra prendre, est sans aucun doute le devoir de ceux qui ressentent une sourde et entêtante nausée face à ce qu'Emmanuel Macron est en train de faire de notre pays. Il faudra déployer des trésors de bon sens, et de sens tactique, pour savoir où placer le curseur de la contestation : respectueuse des libertés économiques, autant que possible, mais aussi et surtout des biens et des agents publics. Car ce gouvernement-ci, comme il a déjà entrepris de le faire, aura tôt fait de pointer les débordements et les nuisances causées par ce mouvement à l'activité économique et aux libertés des citoyens n'y prenant pas part. De nouveaux modes d'action sont à inventer, dans la plus stricte observance du civisme républicain : ils ont déjà commencé à éclore, et cette ligne devra être tenue si le mouvement veut perdurer.

En attendant, ne boudons pas notre plaisir : il y a déjà lieu de se réjouir, car un tabou vieux de plusieurs décennies a été brisé en fanfare. Les gilets jaunes n'ont plus honte de dire qu'ils sont les perdants de l'Histoire, et ils ont raison : il n'y a aucune honte à avoir, aucune, d'être les perdants d'un système aussi vil que celui-là.

Pas plus qu'il n'y a lieu, en haut, de ressentir la basse fierté d'en être les pathétiques gagnants.